

**MAISON D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL
APPRENTIS D'AUTEUIL « SAINT ROCH »
82390 DURFORT-LACAPELETTE
PRIX DE JOURNEE 2012**

A.D. n° 2012-1146

Le Président du Conseil Général
de Tarn-et-Garonne,
Le Préfet de Tarn-et-Garonne,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code Civil et notamment son article 375 et suivants ;

VU le Code Général de Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat et notamment l'article 45 ;

VU l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, modifiée ;

VU l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU le décret n° 46-734 du 16 avril relatif aux personnes, institutions, ou services recevant des mineurs délinquants ;

VU le décret n° 2011-2003 du 28 décembre 2011 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 ;

VU la délibération du Conseil Général du Tarn-et-Garonne fixant ses objectifs budgétaires, en date des 12 et 13 mars 2012 ;

VU le courrier transmis le 2 novembre 2011 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Enfants à caractère Social « Saint Roch » - 82390 Durfort-Lacapelette, a adressé ses propositions budgétaires pour l'exercice 2012 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par la Directrice inter-régionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud et le Conseil Général de Tarn-et-Garonne par courrier en date du 17 avril 2012 ;

VU la réponse au recours gracieux formulé par l'établissement, en date du 5 juin 2012 ;

SUR rapport de la Directrice Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud et de la Directrice Générale Adjointe, chargée de la Solidarité ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne et du Directeur Général des Services du Conseil Général du Tarn-et-Garonne,

A R R E T E N T :

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012, les dépenses et les recettes prévisionnelles de la Maison d'Enfants à caractère Social « Saint Roch » - 82390 Durfort-Lacapelette, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants	Total
Dépenses	<u>Groupe I</u> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	215 925 €	1 387 307 €
	<u>Groupe II</u> Dépenses afférentes aux personnels	916 291 €	
	<u>Groupe III</u> Dépenses afférentes à la structure	255 091 €	
Recettes	<u>Groupe I</u> Produits de la tarification	1 326 093 €	1 387 307 € (dont résultat excédentaire de 35 789,98 € et congés payés 14 165 €)
	<u>Groupe II</u> Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	
	<u>Groupe III</u> Produits financiers et produits non encaissables	11 259 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012, la tarification des prestations de la Maison d'Enfants à caractère Social « Saint Roch » est fixée comme suit à compter du 1er juillet 2012 : **187,60 €**

Type de prestation	Montant du prix de journée	
	moyen en € pour 2012	en € à compter du 1er juillet 2012
M.E.C.S.	189,44 €	191,26 €

Article 3 : Dans l'hypothèse où le nouveau tarif 2013 n'est pas fixé au 1er janvier, le prix de journée versé à compter du 1er janvier 2013 sera égal au prix de journée moyen fixé pour l'année 2012.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun - – 103 Bis Rue Belleville - BP 952 - 33093 Bordeaux cedex dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R. 314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Tarn-et-Garonne et du Conseil Général de Tarn-et-Garonne.

Article 7 : La Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne, la Directrice Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud, le Directeur Général des Services du Département, la Directrice Générale Adjointe chargée de la Solidarité Départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montauban,
le 7 juin 2012

Le Préfet,

Fait à Montauban,
le 11 juin 2012

Le Président,